

# Après vingt ans de paix en Aceh, les insurgés restent mobilisés

Désarmée sous la supervision de l'Union européenne, la guérilla du GAM a perdu en popularité mais elle tente, par son bras politique, de conserver une position privilégiée de pouvoir, encore vive dans les campagnes. Par l'intimidation s'il le faut.

## ENQUÊTE

ALAIN LALLEMAND  
ENVOYÉ SPÉCIAL À BANDĀ ACEH, BATEE (PIDIE)

C'est peut-être un cas unique : la fin d'une guerre civile, une paix devenue inévitable et immédiate à la suite d'une catastrophe naturelle. Cela s'est produit en Aceh en 2005, dans la foulée du tsunami du 26 décembre 2004. Ce qui est certainement unique, inédit jusqu'à aujourd'hui, c'est le rôle qu'y ont joué les militaires de l'Union européenne, supervisant le désarmement de 3.000 insurgés, la mise au pilon de 840 armes.

Pour mémoire, faute de combattants, le 15 août 2005, soit 243 jours après le tsunami, le gouvernement indonésien et la guérilla du GAM signaient à Helsinki, sous l'auspice de l'ex-président finlandais Martti Ahtisaari, un protocole d'accord de paix. L'usage des armes était désormais exclu, une nouvelle loi de gouvernance d'Aceh allait être adoptée (2006), des élections libres seraient organisées (elles l'ont été en 2007, les anciens du GAM les remporteront durant trois mandats successifs), des compensations seraient versées aux prisonniers politiques et victimes du conflit, et chaque ex-combattant recevrait un lot de terres cultivables.

Presque vingt ans plus tard, passé quelques soubresauts électoraux, la population retourne aux urnes ce 27 novembre pour élire à nouveau librement un gouverneur, des chefs de districts et les maires des villes. Dans la métropole Banda Aceh, les anciens insurgés n'étaient pas favoris : les citadins n'ont pas oublié que les indépendantistes ne sont pas nécessairement de bons gouvernants. Mais au niveau provincial, les campagnes sont prépondérantes et c'est l'ancien chef militaire du GAM, Muzakir Manaf, qui a été élu gouverneur. Ce n'est pas la seule position de pouvoir du Partai Aceh, le parti des ex-combattants : il détient 20 sièges sur les 81 du parlement local, et c'est l'un d'entre eux, Malik Mahmud, ex- « Premier ministre » du mouvement de libération nationale, qui occupe depuis plus de dix ans le poste de *Wali Nangroe*, représentant suprême de la tradition et des coutumes du peuple d'Aceh (lire par ailleurs).

Avec une telle participation à tous les niveaux de pouvoir, doit-on encore craindre un retour des ex-combattants aux pratiques non démocratiques ? Le juriste et homme d'affaires Adli Abdullah est une source intéressante : éditeur, directeur de médias, il enseigne le droit coutumier à l'université locale et est lui-même *Panglima Laôt*, c'est-à-dire responsable de l'application du droit coutumier maritime, notamment lors de litiges entre pêcheurs. Les campagnes, il connaît. Ce n'est pas tout : en 2005-2006, il a assuré la logistique automobile des militaires européens de l'Aceh Monitoring Mission (AMM), il est donc familier des capacités de nuisance tant de l'armée que de la guérilla. Enfin, cet homme, qui n'a jamais perdu le contact avec la guérilla, est aujourd'hui conseiller spécial du ministre de l'Aménagement du territoire, au moment où les ex-combattants réclament 6.000 hectares de terres agricoles qu'ils estiment leur revenir depuis l'accord de paix.

## Une chute entamée en 2012

« Après le tsunami, quand le parti des ex-combattants a été au pouvoir, il n'a pas su rencontrer les attentes du peuple », explique Adli Abdullah. « C'est pour cela qu'ils sont sur le déclin. Leur chute a commencé vers 2012 lorsqu'ils contrôlaient entièrement Aceh : le gouverneur, le parlement, les chefs de districts, ils contrôlaient tout et n'ont pas su gérer. Il suffit de regarder leur nombre d'élus au parlement : en 2009, aux premières élections provinciales, ils obtiennent 33 élus sur 69. En 2014, 29 élus sur 81. Et en 2019, 18 sur 81. Ils restent le plus grand parti, mais dans l'opposition désormais. En 2024, ils sont remontés à 20 sièges, pas plus. »

« Les gens n'ont plus peur des anciens du GAM. Observez comment la population parle d'eux sur les réseaux sociaux, et Jakarta lui-même n'a plus peur. Tout est bon pour l'Etat central : Muzakir Manaf est gouverneur ? S'il déçoit à nouveau, cela pourrait éradiquer le GAM, définitivement. Je pense que Jakarta a davantage peur d'une résurgence du mouvement indépendantiste à l'étranger. »

Et les ex-combattants, sont-ils réintégré ? « Ceux qui occupaient une haute



fonction ont été intégrés », analyse Zainal Arifin M Nur, éditeur et rédacteur en chef de *Serambi*, le quotidien de référence à Aceh. « Même chose pour ceux qui ont pu intégrer le Partai Aceh. Le problème se pose surtout avec les combattants de bas niveau, qui n'ont pas retrouvé d'emploi. Certains sont utilisés par le parti comme gros bras pour faire de l'intimidation. Ils portent alors à nouveau la tenue de combat, et ça, ça fait toujours peur à la population. C'est surtout vrai à Lhokseumawe, Pidie, et Aceh Timur (la côte est d'Aceh, NDLR). »

Intimidation, vraiment ?

Ce 27 novembre, jour d'élections, nous nous sommes rendus dans l'école de Batee (Pidie) pour suivre la fin des opérations de vote, l'ouverture publique des urnes et le dépouillement – public lui aussi – des bulletins de vote. Les

**Des séparatistes du GAM en armes, l'image date d'il y a plus de vingt ans. Mais c'est toujours sur l'image de l'insurgé « brave et courageux » qui surfe aujourd'hui le Partai Aceh, avatar démocratique du GAM.** © AP

urnes sont ouvertes devant témoin, on nous laisse photographier, chaque bulletin est extrait de l'urne devant des superviseurs de bureaux électoraux (PTPS) dûment identifiés, et le vote est hurlé à la cantonade, à nouveau devant témoin. Le village vient se presser devant les fenêtres ouvertes de la classe où se tient le dépouillement, la litanie des votes est parfaitement audible dans la cour de récréation. Et la compétition entre les deux candidats devient serrée.

A deux mètres des urnes, un homme attire pourtant le regard : Rusli Nafi est un ex-combattant, un vrai, quinze ans dans les maquis à tenir le mont Seulawah Inong jusqu'au littoral de Batee. La lutte armée, c'est toute sa vie. Il soutient Muzakir Manaf qui a été son supérieur dans les opérations armées (« un gars très fort, formé en Lybie ») et il croit dur comme fer à l'indépendance d'Aceh d'ici



Cette promesse de terres agricoles, il est très important de rappeler qu'elle fait partie de l'accord de paix de 2005

”

Aujourd'hui, vous êtes Wali Nangroe,

2030. Il n'est pas armé, « le GAM n'a plus d'armes », affirme-t-il, « mais nous sommes encore capables de soulever les foules, le gouvernement doit le savoir ». Et lui, il fait savoir à l'équipe électorale qu'il est là. La présence d'un journaliste commence d'ailleurs à déranger et on nous expulse bientôt du local, *manu militari*, peu avant la fin du dépouillement. Dans la cour, une douzaine d'ex-combattants du GAM se concertent avant clôture des résultats. « Ça sent le tripartoutillage », nous glisse le traducteur.

« Dans les campagnes, il y a toujours cette conviction qu'Aceh va bientôt devenir indépendante », nous confirme Adli Abdullah. « Les villageois continuent à y croire, même si le GAM les a souvent trompés. » Est-il vrai qu'ils n'ont plus d'armes ? « Je garde contact avec les anciens chefs du GAM. Pour la majorité, ils sont heureux de la paix : ils

Avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Fédération Wallonie-Bruxelles.

prouvé à son tour. L'implication est donc très forte : l'Union européenne et, derrière, les Etats-Unis. Je pense que c'est la première fois que l'Union européenne s'est ainsi impliquée dans un processus de paix.

**Muzakir Manaf (candidat de Partai Aceh, le parti politique créé par le GAM) est le nouveau gouverneur d'Aceh. Cela aura des conséquences ?**

Je pense que les choses seront beaucoup plus simples. Dans le GAM, il était mon subordonné, je l'ai recruté dans ses jeunes années, et j'ai pensé à lui pour en faire le commandant en chef de la guérilla. Nos relations sont très, très bonnes. Par ailleurs, c'est un soldat du GAM, et en tant que guérilla, nous n'aurions pas pu survivre sans le soutien total de la population. Je le guiderai pour développer Aceh comme il se doit. Je parle ici au plan économique, car c'est en réalité une région riche. Quand les ressources naturelles seront gérées autrement, Aceh sera dans une bien meilleure situation que maintenant.



peuvent travailler librement pour être pêcheurs, agriculteurs, etc. sans avoir peur des raids militaires. Bien sûr, le gouvernement les surveille, pour qu'ils n'entrent pas en contact avec les nouveaux chefs en exil. »

Mais toutes les armes n'ont pas été rendues, et ce professeur de droit devenu conseiller ministériel explique pourquoi l'accord de paix de 2005 reste fragile : « Certains ex-combattants n'ont pas totalement coupé les ponts avec la violence. Pourquoi ? Parce que lors des accords de paix de 2005, le GAM a déclaré 3.000 combattants et 840 armes, des chiffres bien inférieurs à la réalité, dans lesquels ils se sont enfermés. Sur cette base, dans le cadre du protocole d'accord, le gouvernement leur a donné 75 milliards IDR, et plus de 6.000 hectares de terres. » Soit plus d'un an de salaire et deux hectares par combattant. Deux hectares, c'est ce que reçoivent aussi les militaires en fin de carrière, pour assurer leur retraite.

Mais aujourd'hui, les combattants du GAM, bien plus nombreux que déclaré, en réclament davantage. « Cet été », explique Adli Abdullah, « en tant que conseiller spécial du ministre de l'Aménagement du territoire, j'ai participé aux négociations avec Malik Mahmud (le signataire des accords de paix pour le GAM, NDLR). Le GAM veut à nouveau 6.000 hectares de terres, prétendant qu'on ne les a pas données aux ex-combattants mais aux prisonniers politiques et victimes du conflit (ce que l'accord prévoyait également, NDLR). J'ai recommandé à mon ministre de leur céder une deuxième fois des terres, qu'on aie la paix... Mais en demandant à l'ancien chef militaire (Muzakir Manaf) et à l'ancien chef politique du GAM (Malik Mahmud) de signer cette fois une reconnaissance écrite... » Des terres, à nouveau, contre la paix ?

**garden des traditions et du droit coutumier à Aceh. Or, après le tsunami, on a vu la loi islamique faire un retour en force et le droit coutumier s'affaiblir. Fait-il y voir une menace ?**

Durant notre guerre, le GAM n'a jamais demandé la sharia. Jamais. Le GAM n'a demandé que l'indépendance. La sharia, elle, a été introduite à Aceh par « Gus Dur » (sobriquet du président indonésien Abdurrahman Wahid, 1999-2001, NDLR), qui était un religieux. Nous ne lui demandions que l'indépendance, il s'est dit qu'une des réponses était de nous donner la loi islamique. Le gouvernement de l'époque était loyal à Jakarta, il n'a pas eu le courage de s'opposer au président, de rappeler que nous pratiquons un islam modéré. Car en tant qu'Acehnais, nous pratiquons l'islam, nous sommes d'ailleurs historiquement les premiers musulmans d'Indonésie. Mais depuis toujours, nous pratiquons un islam modéré. Je vais maintenir cette tradition. Le droit coutumier en Aceh est constitué des traditions pré-islamiques, mêlées d'un islam modéré : je vais préserver cette tradition.

## drogue Un seul véritable échec : la lutte contre la ganjah

### REPORTAGE

A.L.  
ENVOYÉ SPÉCIAL À LAMTEUBA, MAHENG (ACEH BESAR)

Le paysan nous entraîne haut sur les coteaux du mont Seulawah Agam, par-delà les rivières boueuses, dans les premiers kilomètres de forêt tropicale, bien plus loin que toute route carrossable. Arrivé dans un vallon où paît un des buffles, il s'éclipse derrière un taillis, nous le suivons et nous retrouvons bientôt à escalader ce que nous croyons être le flanc rocheux d'une vallée perdue en forêt. « Ce n'est pas de la roche », explique Mohammad Nur, 58 ans. « C'est du béton ! Les Thaïlandais ont bétonné tout un côté du vallon, ils ont injecté ici 14 milliards de roupies (800.000 euros, NDLR) avant d'abandonner le chantier. Ils voulaient bétonner les deux côtés du vallon puis construire un barrage qui aurait irrigué les plantations en contrebas. »

Nous sommes à Lamteuba, dans les premiers reliefs montagneux de l'arrière-pays, derrière Banda Aceh. Ici, la pluviométrie est abondante, la nature toujours verte et exubérante. Tout pousse sans souci, que ce soit légal ou pas. Mais l'irrigation permet, par exemple pour le riz, de passer d'une seule récolte annuelle à deux ou trois récoltes. Tel était au début du siècle le projet de la fondation royale thaïlandaise Mae Fah Luang : avec un barrage, modifier radicalement le développement agricole du sous-district, et permettre à cette zone, alors bastion des insurgés du GAM, de se passer des cultures illicites de ganjah.

### Du riz à la place de la drogue

En 2009, la première fois que *Le Soir* est venu ici, le projet avait déjà périéclité et des ex-combattants du GAM nous expliquaient ne pas avoir voulu d'un projet qui leur était dicté de l'étranger. Mais les Thaïlandais n'avaient pas baissé les bras : forts du soutien du nouveau gouverneur Irwandi Yusuf, le premier à être démocratiquement élu et lui-même issu des rangs du GAM, ils avaient jeté leur dévolu sur un village de cultivateurs de ganjah situé en contrebas de Lamteuba, le bourg de Maheng. Ils y avaient creusé un bassin pour développer un projet collectif de pisciculture, ils avaient établi une « banque de chèvres » sur un modèle lui aussi communautaire et durable et, enfin, ils avaient doté les riziculteurs d'un moulin qui leur permettait de décortiquer eux-mêmes le riz « paddy » (tel que récolté, avec ses enveloppes) pour en faire du riz « nasi » (riz complet, comestible) et de le commercialiser sans passer par d'autres intermédiaires. Pour Mae Fah Luang, c'était sûr : la ganjah allait disparaître.

« Mais la ganjah, ça rapporte une fortune », nous explique Mohammad Nur en nous recevant au seuil de sa maison. « Regardez autour de vous dans le village : tous ceux qui ont des maisons en briques et pas en bois, ce sont des gens qui ont gagné ou gagnent encore leur vie avec la ganjah. » Mohammad a une maison traditionnelle sur pilotis, mais il lui a adjoint une maison en briques. « La ganjah est revenue, discrètement. »

Que sont devenus les projets de développement des Thaïlandais ? Car nous les avons bien vus, il y a une quinzaine d'années, parfaitement matérialisés... « La moitié des chèvres est morte de maladies, il n'en restait plus assez pour se les partager, alors nous les avons vendues et distribué le produit de la vente : 300.000 roupies (18 euros) par ménage », explique Mohammad Nur. « Les poissons, on les a mangés : un poisson par famille. Quant au moulin pour le riz, on l'a démonté pour motoriser une noria, dans les champs... » Effectivement, lorsque nous retrouverons l'emplacement du moulin, nous ne verrons plus qu'une butte pelée où se reposent les cultivatrices.

Le village de Maheng, toujours loyal

au GAM, est ainsi retourné – de manière bien plus discrète – à une culture illicite, complétée par une forme d'assistanat public. Officiellement, les ménages vivent pour un quart de leurs rizières, pour un tiers de leurs élevages, et pour le solde de leurs plantations, soit un revenu moyen annuel par ménage d'environ 540 euros. En outre, le gouvernement donne à chaque famille, tous les deux mois, dix kilos de riz blanc. A côté de cela, la ganjah rapporte effectivement une fortune, mais elle ne reste pas dans la poche des cultivateurs, explique Mohammad Nur : « Les mafias qui achètent la ganjah viennent aussi nous proposer de jouer des jeux d'argent. Et on joue. Et on perd. Les mafias repartent avec une bonne part de ce qu'elles nous ont payé... »

Existerait-il un lien entre ce que Mohammad Nur appelle « les mafias » et les ex-combattants du GAM ? Les anciens insurgés ne sont-ils pas les mieux disposés pour tenir ces commerces illicites ? « J'en ai effectivement entendu parler, mais je n'ai pas de preuve », commente prudemment le rédacteur en chef du quotidien *Serambi*, Zainal Arifin M Nur. Sous couvert d'anonymat, un ex-combattant, aujourd'hui collaborateur très haut placé dans les institutions gouvernementales, est plus prolix : « Le problème est qu'à certains moments de grande difficulté, nous avons parfois dû recruter n'importe qui, même des gens qui faisaient du mal. Sans oublier qu'après le tsunami, la prison a été rasée par la mer. Quelques dizaines de prisonniers ont survécu, se sont évadés et sont venus se réfugier à l'intérieur du GAM, il s'agissait parfois d'éléments criminels que nous avons acceptés. »

Pour le juriste Adli Abdullah, aujourd'hui conseiller ministériel spécial, resté très proche des ex-combattants, « je pense à titre personnel qu'ils sont toujours dans le trafic de drogue. Je pense surtout qu'ils pourraient être utilisés par les trafiquants. Parce que les combattants du GAM sont courageux, ils connaissent les routes possibles du trafic, ils savent quels policiers corrompre... et ils n'ont pas d'argent. Et certains parmi eux ne veulent pas travailler dur, être pêcheurs, agriculteurs. »



À LIRE SUR  
LE SOIR.BE



Retrouvez l'ensemble des articles sur Aceh sur lesoir.be.



La ganjah, ça rapporte une fortune

Mohammad Nur

”

A Maheng (Aceh Besar), le riz se cultive toujours en récolte unique.

Les tentatives d'irrigation et de développement agricole global ont échoué. © LE SOIR